

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél : 874 39 38.



Informations du Guatemala

DEPECHE SPECIALE

[N.1] [8 août 1983]

ATMOSPHERE DE GUERRE LARVEE DANS LA CAPITALE

Guatemala, 8 août 1983 (ENFOPRENSA) - Toutes les rues sont désertiques, selon les informations des reporters qui ont pu observer un déploiement inhabituel des forces dépendant du général Oscar Humberto Mejia Victores, encerclant le Palais National et les rues avoisinantes.

Des blindés, des blindés légers, des canons, des hommes armés jusqu'aux dents, des mitrailleuses de calibre 30, empêchent la circulation des véhicules. Les responsables persistent néanmoins à déclarer que "tout est parfaitement tranquille".

Cependant, les établissements d'enseignement ont fermé ce matin, à l'annonce du nouveau coup d'Etat.

Aujourd'hui, Fernando Volio Jimenez, chancelier du Costa Rica et Humberto Lloreda Caicedo, chancelier de la Colombie, ont fait savoir que des mouvements comme celui du Guatemala ne sont que le reflet de la crise d'Amérique Centrale, et constituent un obstacle à l'accomplissement des objectifs du groupe de Contadora.

D'après des sources militaires, le coup d'Etat n'a pas été sanglant, "quelques officiers et soldats de la garde présidentielle, une dizaine, fidèles à Rios Montt, ont voulu tirer, mais ils ont été maîtrisés ; pour l'instant nous ignorons où se trouve le général Rios Montt".

RIOS MONTT RENVERSE, LE GENERAL MEJIA VICTORES NOUVEAU CHEF DU GOUVERNEMENT

Guatemala, 8 août 1983 (ENFOPRENSA) - Le général de brigade Oscar Humberto Mejia Victores a remplacé le général Jose Efrain Rios Montt à la tête du gouvernement guatémaltèque, lorsqu'a pris fin, aujourd'hui à midi, la tentative de coup d'Etat commencée aux premières heures de la matinée.

Le coup d'Etat contre le chef du gouvernement Rios Montt a été organisé par le haut commandement militaire. Les soldats de la garde présidentielle ont commencé par résister, quelques coups de feu ont été échangés (causant plusieurs blessés, emmenés en ambulance), pendant que des hélicoptères et des avions de la Force Aérienne Guatémaltèque survolaient le Palais National et le Centre de la capitale.

Mejia Victores, jusqu'à présent ministre de la Défense, était devenu, appuyé par le haut commandement militaire, le véritable homme fort du régime, depuis qu'une crise aiguë au sein du gouvernement militaire avait affaibli la position

609.12315

de Rios Montt, en juin dernier. C'est à cette époque que le haut commandement militaire a décidé de diminuer le pouvoir personnel que Rios Montt avait acquis au cours des mois précédents. Dans cette optique, on en est revenu au système de pouvoir collectif aux mains de haut-gradés militaires, comme c'était le cas dans le pays ces dernières décennies.

Une proclamation du haut commandement de l'armée et du conseil des commandants lue sur toutes les chaînes de télévision et à la radio, a indiqué que la décision de remplacer le général Rios Montt avait été adoptée à l'unanimité et que le général Mejia Victores conserverait le portefeuille de ministre de la Défense.

Le communiqué militaire a condamné l'attitude d'un "groupe réduit de gouvernants qui veulent se maintenir au pouvoir" et l'opportunisme de groupes religieux fanatiques qui profitent des positions influentes de leurs membres, faisant ainsi clairement allusion à la secte fondamentaliste "l'Eglise du Verbe", dont font partie le général Rios Montt et plusieurs membres du gouvernement.

L'accent est mis sur la nécessité de "avant tout préserver, conserver et renforcer l'unité de l'armée". Le communiqué a assuré que le mouvement militaire avait lieu "dans le cadre de l'unité nationale".

On insiste également sur la décision de l'institution armée "de lutter par tous les moyens pour éliminer la subversion et de poursuivre le processus de retour à la constitutionnalité" en ayant recours à de nouvelles formules, ce qui a donné lieu à des spéculations sur d'éventuels changements du calendrier électoral. Celui-ci avait été approuvé récemment par le gouvernement et les secteurs politiques traditionnels ; la date des élections pour l'Assemblée Nationale Constituante avait été fixée au 1er juillet 1984.

Des observateurs présents dans la capitale ont signalé que la destitution de Rios Montt, (arrivé au pouvoir le 23 mars, également grâce à un coup d'Etat), serait due à l'échec de la lutte contre le mouvement révolutionnaire, à l'échec de la tentative de redressement économique, à de fortes dissensions au sein de l'armée et à l'isolement international du régime.

Alors que le département d'Etat nord-américain s'est refusé à tout commentaire sur le coup d'Etat, des informateurs du Congrès se sont montrés préoccupés et ont fait remarquer que l'arrivée au pouvoir du général Mejia Victores pouvait durcir la position des législateurs nord-américains quant à l'octroi d'une aide militaire au Guatemala.

Les démocrates ont laissé paraître un certain malaise ; en effet, en février dernier, après une entrevue avec Clarence Long, démocrate influent, (président de la Commission des opérations étrangères du Comité des crédits de la chambre des représentants), le général Mejia avait commenté avec mépris : "Tantôt on l'aurait pris pour un membre d'Amnesty International, tantôt pour un inquisiteur, tantôt pour un membre de l'Armée Guérillera des Pauvres" - l'une des quatre organisations rebelles qui opèrent dans le pays.

L'administration nord-américaine avait montré, ces derniers mois, un net soutien au régime de Rios Montt, et avait bénéficié de l'appui de ce régime dans toutes les rencontres internationales quant à ses positions sur la situation en Amérique Centrale.

DES SANCTIONS CONTRE LES RESPONSABLES DE MASSACRES

Mexico, 8 août 1983 (ENFOPRENSA) - La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala a exigé aujourd'hui dans un communiqué "la sanction des officiers de l'armée et de tous les fonctionnaires directement ou indirectement responsables des assassinats collectifs ou individuels commis dans les zones rurales et urbaines dans tout le pays.

La CDHG a également averti qu'elle maintiendra ses exigences envers le gouvernement, dirigé par celui qui a été le ministre de la Défense du gouvernement Rios Montt, le général Oscar Mejia Victores, pour que cesse la repression et que s'accomplissent effectivement les dispositions des documents internationaux approuvés et signés par le Guatemala, qui protègent les droits de l'homme.

Enfin, la CDHG a lancé un appel à l'opinion internationale, notamment aux organisations humanitaires, pour qu'elles restent attentives à la situation politique du Guatemala et ne cessent pas de dénoncer la violation des droits élémentaires de l'être humain dans le pays.